

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan
Références : DREAL/2025D/6280
Code AIOT : 0100294588

Mont-de-Marsan, le 4 août 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 juin 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCI LES PINS

801 Route d'Escource
40200 Mimizan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juin 2025 de l'établissement exploité par la SCI LES PINS et implanté 794 Route d'Escource (parcelles O 30, 31, 32) sur la commune de Mimizan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SCI LES PINS
794 Route d'Escource, parcelles O 30, 31, 32, 40200 Mimizan
Code AIOT : 0100294588
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

La présente inspection fait suite à une plainte de Monsieur PLANTIER auprès de Madame le Procureur de la République et dans le cadre d'une enquête de gendarmerie pour l'enfouissement sauvage de déchets sur les parcelles rachetées en 2020 à la SCI LES PINS (gérée par Monsieur Jean-Jacques DJADEL) par la SCI VICTOPAUL (détenue par Monsieur PLANTIER via holding et en propre).

Après le rachat du camping voisin par Monsieur PLANTIER à Monsieur DJADEL, des fouilles ont été entreprises pour identifier les réseaux d'eaux usées du camping et mettre en fonctionnement la station d'épuration reliée. Ces fouilles ont mis à jour de nombreux déchets enterrés, dont des déchets dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, Article L. 512-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fouilles réalisées et les constats effectués sur site ont mis en évidence une activité de stockage de déchets enterrés, dont des déchets dangereux, exercée par l'ancien propriétaire des parcelles.

Une proposition de mise en demeure de réhabilitation de site est proposée à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/06/2025, Article L. 512-1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre I ^{er} .
Constats : Lors de l'inspection, en présence de Monsieur Eric PLANTIER (représentant de la SCI VICTOPAUL, propriétaire des parcelles) et de la gendarmerie nationale, nous avons constaté sur les parcelles cadastrées O 30, 31 et 32, la présence des déchets suivants, dont certains avaient été excavés suite l'achat du terrain : <ul style="list-style-type: none">- un véhicule Mercedes 4x4 immatriculé CN-404-XD complètement détruit et rouillé,- une vingtaine de bouteilles de gaz plutôt anciennes (la plupart sont entièrement rouillées),- des plaques de fibrociment et des bris en fond de fouille,- de déchets divers (ferrailles, plastiques, bois, mousse, tissus, verre, etc.) excavés et mélangés au sable, mais également en fond de fouille. En plus des constats visuels, la procédure en cours fait état d'autres véhicules enfouis (dont un récupéré par une assurance pour destruction), d'un moteur, de batteries, de bidons d'huile, etc. Par ailleurs, il a été constaté la présence d'irisations à la surface de l'eau présente en fond de fouille, signe de la présence d'hydrocarbures. Monsieur PLANTIER a exposé un rapport complet des travaux d'excavation réalisés constatés par Commissaire de justice. Dans le cadre d'une procédure judiciaire au civil en cours contre l'ancien propriétaire (SCI LES PINS représentée par Monsieur Jean-Jacques DJADEL), un expert judiciaire a été nommé. Un jugement doit être prononcé prochainement. Il faudrait l'excavation de tout le terrain sur environ 2 mètres de profondeur pour quantifier précisément le volume et la nature des déchets enfouis, mais il est certain dès à présent de pouvoir retenir la qualification d'installation de stockage de déchets dangereux (décharge sauvage) réalisée par l'ancien propriétaire étant donné les constats réalisés et les éléments de procédure à disposition. À noter que les parcelles sont classées en zone N (naturelle) dans le PLU de Mimizan en vigueur, donc aucune régularisation administrative ICPE n'est possible. Les déchets doivent être évacués et le terrain remis en état. Enfin, il y a lieu de préciser qu'un dépôt sauvage de déchets divers provenant de l'activité de camping voisine (bois, végétaux, sommiers, matelas, mobilier de jardin, stores-bannes, appareils électroménagers, bidon d'huile de vidange, vélos...) existait déjà en 2011 au minima sur la parcelle O 32 (constats de la police municipale, courriers de mise en demeure du maire de mai 2011 et de novembre 2016).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la cessation de son activité ICPE de stockage de déchets dangereux telle que définie par le Code de l'environnement dans un délai de trois mois. À cet effet, il met sécurité le site, en particulier en évacuant tous les déchets visibles et actuellement enfouis, et remet le terrain dans un état compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur (état naturel).

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier**Proposition de délais :** 3 mois